



Ces quatre scénarios d'un soutien accru des Occidentaux à l'Ukraine

Par Amaury Coutansais-Pervinquière

Publié le 21 septembre 2024 à 07h00,

Mis à jour à 19h31



Des soldats ukrainiens entraînés en Grande-Bretagne. JUSTIN TALLIS / AFP

DÉCRYPTAGE - Les Occidentaux refusent toujours d'autoriser Kiev à frapper le territoire russe en profondeur, alors que l'armée ukrainienne recule dans le Donbass.

Les mois de guerre ouverte entre la Russie et l'Ukraine s'allongent, sans qu'aucune perspective de victoire apparaisse. L'Occident, pourtant, a surmonté toutes ses réticences et livré des armements «*offensifs*», des blindés, des chars et désormais des avions. Malgré des victoires tactiques importantes - Kherson et Kharkiv en 2022 -, Kiev recule inexorablement dans le Donbass. Pour inverser la tendance, Volodymyr Zelensky, le président ukrainien, demande l'autorisation de frapper le territoire russe en profondeur avec des missiles livrés par ses alliés.

La France et surtout le Royaume-Uni y semblaient favorables, mais les États-Unis y sont encore réticents. La visite de Keir Starmer, le premier ministre britannique, à Joe Biden le 14 septembre dernier paraissait ouvrir la porte. Mais aucune décision n'a été prise officiellement. Trois jours auparavant, les ministres américain et britannique des Affaires étrangères n'avaient pas annoncé d'autorisation au cours d'un voyage à Kiev. En revanche, ils ont redit leur volonté de placer l'Ukraine en bonne position pour d'éventuelles négociations.

Les deux pays ne semblent, pour l'heure, pas vouloir céder malgré des pertes immenses : un million de morts et blessés en trente mois d'invasion, selon le *Wall Street Journal* . Le président russe, Vladimir Poutine, a redit le 5 septembre sa volonté de traiter avec son homologue ukrainien à ses conditions : entérinement des annexions et neutralisation de l'Ukraine, selon la presse américaine. Volodymyr Zelensky a ouvert la porte, le 15 juillet, à une présence russe au prochain «*sommet pour la Paix*». Celui-ci pourrait être organisé à Abu Dhabi fin novembre, comme le révélait *Le Figaro* . Toutefois, les États-Unis sont formels, ils sont «*déterminés à mettre l'Ukraine dans la meilleure position pour l'emporter*», a assuré Jake Sullivan, conseiller à la sécurité nationale de la Maison-Blanche samedi.

Pour y parvenir, des évolutions militaires seront nécessaires. L'Ukraine ne demande pas seulement l'autorisation de frapper en profondeur le territoire russe avec des armements occidentaux, mais aussi une zone d'exclusion aérienne sur une partie du pays. Une option refusée depuis le début du conflit, alors que les alliés russes fournissent toujours du matériel militaire, dont des missiles balistiques iraniens, au grand dam de Kiev. Enfin, Emmanuel Macron a déclenché une tempête diplomatique après avoir évoqué «l'envoi de mecs à Odessa dans l'année qui vient». Comment les Occidentaux pourraient intensifier leur soutien ? *Le Figaro* explore quatre scénarios.

Scénario n°1 : l'autorisation des tirs en profondeur dans le territoire russe

D'abord, les Occidentaux s'étaient refusés à fournir des missiles à longue portée - ATACMS américain et SCALP/Storm Shadow franco-britannique. Leurs livraisons ont été assorties de nombreuses restrictions, notamment en territoire russe. Kiev, afin de frapper la logistique adverse, en demande la levée. Les États-Unis, redoutant une

escalade, ne l'autorisent que sous certaines conditions mais les gouvernements français et britannique y sont plus favorables. Vladimir Poutine a été clair : une autorisation signifierait que *«les pays de l'Otan sont en guerre contre la Russie»*.



Un missile américain ATACMS. HANDOUT / AFP

«Les Occidentaux peuvent être tentés, leurs armements ont bien été utilisés en Russie avec l'offensive ukrainienne dans la région de Kursk», souligne le général (2S) François Chauvancy. D'autant que leur utilisation aurait un effet rapide sur le champ de bataille. La livraison des Himars et ATACMS américains d'une portée respective de 70 et 300 kilomètres avait obligé les Russes à reculer une partie de leur logistique. *«Quand les Américains ont autorisé l'Ukraine à tirer à 80 kilomètres en Russie pour répondre à l'attaque de Kharkiv (de mai dernier, NDLR), l'offensive du Kremlin s'est arrêtée aussitôt»*, ajoute Xavier Tytelman.

Cependant, l'usage de ces armements *«nécessite sans doute des opérateurs occidentaux»*, avance le général Chauvancy. Ceux-ci devraient s'approcher de la ligne de front, au risque d'être capturés. *«La Russie aurait également beau jeu d'accuser l'Occident de cobelligérance si la cible touchée est d'importance»*, poursuit-il. Une situation que les alliés de l'Ukraine ne souhaitent pas. *«Mais cette autorisation semble crédible, car les Britanniques ne s'y opposent pas»*, conclut Thibault Fouillet.

Scénario n°2 : l'augmentation de la pression sur les alliés russes

La Corée du Nord aurait fourni 16.500 conteneurs d'armements à son allié russe, selon Robert Koepcke, sous-secrétaire d'État adjoint aux Affaires de l'Asie de l'Est et du Pacifique. L'Iran a livré des milliers de drones Shahed et au moins 600 missiles balistiques, dont 200 Fath-360, a dévoilé le Times le 6 septembre. En riposte, les Occidentaux ont sanctionné le régime des Mollahs, notamment sa compagnie aérienne Iran Air. *«Je ne vois pas les pressions supplémentaires qui pourraient être imposées contre l'Iran, le pays vit déjà en autarcie comme la Corée du Nord»*, rappelle le général Chauvancy.



Vladimir Poutine et Kim Jon-Un. VLADIMIR SMIRNOV / AFP

«Il sera difficile d'interrompre un flux, à moins de donner les moyens à l'Ukraine de frapper les convois logistiques d'armements», poursuit Thibault Fouillet.

Contrairement aux derniers scénarios qui se heurtent à la crainte d'une cobelligérance, celui-ci bute sur l'efficacité des sanctions contre deux régimes qui ne commercent que peu avec l'Occident. *«Cela démontre une évidence : l'Occident ne peut pas imposer sa volonté à des États totalitaires»*, conclut le général Chauvancy.

Pour contrer ces livraisons massives, une solution demeure : *«retrouver une forme de dissuasion avec la Russie et ses alliés. Si l'Iran livre 200 missiles balistiques, l'Occident doit envoyer 400 missiles»*, propose Xavier Tytelman.

Scénario n°3 : une zone d'exclusion aérienne

Dans ce scénario, l'Occident déploierait des batteries de défense aérienne mais aussi des avions pour intercepter tout engin volant dans une zone d'exclusion aérienne. Kiev - qui a réitéré une requête en ce sens le 11 septembre - demande une *«no fly zone»* depuis les premiers jours de l'invasion. Des batteries à longue portée ou des avions pourraient être installés à cet effet dans les pays limitrophes, mais aussi sur le territoire ukrainien. *«Une mesure pertinente militairement, car elle soulagerait l'Ukraine d'une partie de sa défense aérienne qu'elle pourrait placer ailleurs. Elle enlèverait une capacité de nuisance aux Russes»*, développe le général Chauvancy.



Une batterie de missiles Patriot. PETRAS MALUKAS / AFP

Cette mesure peut s'appuyer sur le droit international, et l'article 42 de la Charte des Nations Unies qui dispose que le *«Conseil de Sécurité [...] peut entreprendre, au moyen de forces aériennes, navales ou terrestres, toute action qu'il juge nécessaire au maintien ou au rétablissement de la paix»*. La Russie étant membre du Conseil de Sécurité, son adoption est peu probable.

«Le seul pays qui a abattu des missiles russes qui se sont perdus est ... la Biélorussie», grince Xavier Tytelman, ancien pilote et commentateur de la guerre d'Ukraine, qui plaide pour l'adoption de cette zone. «97% des tirs russes s'abattent sur des civils, ce qui justifie l'emploi de la force pour les protéger», poursuit-il, citant un chiffre donné par les Ukrainiens et repris par l'ONU.

La création de cette zone, comme les autres scénarios, se heurte à la peur des chancelleries occidentales de créer *«une escalade»* avec la Russie et d'être considérés comme cobelligérants. *«De facto, la nation ou l'organisation qui s'engagerait dans cette option serait en guerre avec la Russie car elle devrait abattre les engins qui entreraient dans cette zone»,* souligne le général Chauvancy. *«Ce scénario aurait les conséquences les plus importantes en termes de cobelligérance»,* ajoute Thibault Fouillet, directeur scientifique de l'Institut d'Études de Stratégie & Défense.

Scénario n°4 : le déploiement de troupes occidentales pour relayer les Ukrainiens

«Rien ne doit être exclu», avait lancé Emmanuel Macron le 26 février, à propos de l'envoi de troupes en Ukraine. Sa déclaration a suscité un tollé chez les soutiens de Kiev et un refus très net. *«Une opération de sanctuarisation au cœur de l'Ukraine est à l'heure actuelle une chimère»,* tranchait le colonel Michel Goya, dans un article remarqué sur son blog. *«N'y a-t-il pas des chemins de présence militaire qui ne soient pas de la cobelligérance ? Je pense au déminage, à la formation de soldats ukrainiens sur leur propre sol»,* avançait Sébastien Lecornu, ministre des Armées, auprès de RMC le 8 mars.



Des soldats français à l'entraînement avec un véhicule blindé de combat d'infanterie. VALENTINE CHAPUIS / AFP

Ces types de présence peuvent être envisagés, mais posent la question de la riposte si des militaires occidentaux étaient tués en Ukraine. Des soldats pourraient aussi surveiller la frontière biélorusse afin de libérer les brigades ukrainiennes qui pourraient ainsi être envoyées vers une autre partie du front. *«Dans ce cas-là, le pays qui enverrait des soldats déploierait également une défense aérienne pour les protéger»*, précise le général Chauvancy. *«Envoyer des troupes reviendrait aussi à une forme d'engrenage, car ces soldats seraient imbriqués dans la guerre»*, poursuit-il.

«Si des soldats occidentaux étaient déployés à la frontière biélorusse, pour le moment calme, que feraient-ils si une attaque advenait ? Répliqueraient-ils ?», interroge Thibault Fouillet en renvoyant à la notion de cobelligérance.

En réalité, *«tous ces scénarios auraient été pertinents si leur choix avait été acté depuis un an. La dilution des moyens dans le temps a affecté leur efficacité. L'un des grands principes de la guerre est la concentration des moyens, en l'occurrence celui du soutien en armement. Ce n'est pas le choix qui a été fait»*, résume le général Chauvancy. En conséquence, l'armée russe poursuit son avancée inexorable dans le Donbass.

La rédaction vous conseille

- La Russie va porter les effectifs de ses armées à 1,5 million pour contrer «les menaces à ses frontières occidentales»
- Guerre en Ukraine : le directeur de la CIA appelle à «ne pas être intimidé» par les menaces nucléaires de Poutine
- Guerre en Ukraine : ce que nous apprend la bataille de Kursk de 1943

Sujet

guerre en Ukraine

Sur le même thème

Ukraine, Moyen-Orient... Comment les technologies de guerre «low cost» bouleversent le champ de bataille 🦅



Les prix du blé suspendus aux manœuvres de la Russie 🦅



Pourquoi des «milliers» de soldats nord-coréens ne changeraient pas le cours de la guerre en Ukraine 🦅



Guerre en Ukraine : ces pays d'Asie centrale «terrorisés par les sanctions mais qui profitent de la situation» 🦅



Face à la Russie, les pays occidentaux sont-ils en train d'abandonner l'Ukraine ? 🦅



« C'est le jeu du chat et de la souris » : pourquoi la Russie contourne si bien les sanctions 🦅



Comment Poutine a fait de la Moldavie le laboratoire de ses ingérences en Europe 🦅



Guerre en Ukraine : que sait-on vraiment du possible déploiement de soldats nord-coréens dans l'armée russe ?



Des soldats nord-coréens en renfort des Russes sur le front ukrainien 🦅



Otan : Zelensky frappe à la porte, mais personne ne répond 🦅

